



Les élections communales dans la commune de Liège (1921-2018). Note de synthèse

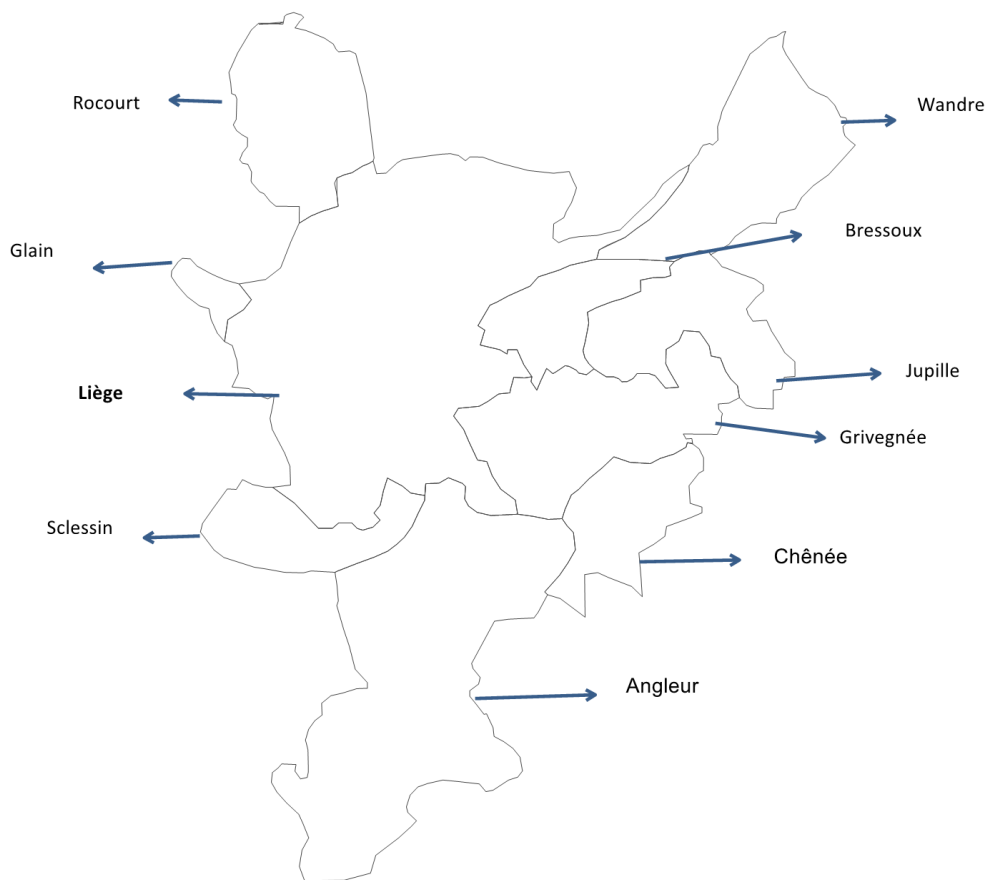
Pascal Delwit

Centre d'étude de la vie politique
Université libre de Bruxelles (ULB)

1. L'avènement de la deuxième ville de Wallonie

En 1976, Liège connaît ses premières élections communales dans son format fusionné. Comme dans d'autres espaces, la fusion a fait l'objet de beaucoup de discussions et récriminations. Au final, la nouvelle ville de Liège agrège, outre la commune de Liège, les entités – parfois amputées d'une partie de leur territoire – d'Angleur, Bressoux, Chênée, Glain, Grivegnée, Jupille-sur-Meuse, Rocourt et Wandre (Figure 1). S'y ajoute le territoire de Sclessin, segment territorial de l'ancienne commune d'Ougrée, rattachée à Seraing¹.

Figure 1. Liège et les communes qui fusionneront avec elle



D'un point de vue démographique, la fusion donne à voir une association de communes au format très dissemblable. Depuis le XIX^e siècle, la commune de Liège est l'une des plus importantes du Royaume. Avant même la fin du siècle, la ville compte plus de 150.000 habitants (Tableau 1).

Dans le temps, sa population n'a pas considérablement évolué. Dans le premier quart du XX^e siècle, le nombre d'habitants de Liège s'accroît encore un peu avant de progressivement décliner.

¹ Jean-Pierre Digneffe, « L'expérience de Liège », *Res Publica*, 1982, 3-4, p. 649.

Les communes qui fusionnent avec la ville de Liège sont initialement de petites localités ; de quelques centaines d'habitants à quelques milliers (Tableau 1). Grivegnée fait partiellement exception. Le nombre de résidents croît jusqu'aux années 1930. À partir de ce moment, l'augmentation est beaucoup plus contenue, à l'exception, une fois encore, de Grivegnée qui affiche 23.000 habitants en 1970.

Tableau 1. Évolution de la population à Liège et dans les communes qui fusionneront avec elle

	1880	1890	1900	1910	1920	1930	1947	1961	1970
Liège	123.131	147.660	157.760	167.521	163.298	165.631	156.208	153.240	145.573
Angleur	4.357	5.902	8.814	10.953	10.662	10.985	10.007	12.402	12.667
Bressoux	2.256	3.495	7.066	11.959	13.323	15.067	15.529	14.757	13.483
Chênée	5.765	7.043	8.494	9.871	9.650	10.288	10.352	12.112	12.108
Glain	1.519	2.150	2.720	2.900	2.801	3.252	3.355	3.071	2.924
Grivegnée	7.171	9.569	9.856	11.927	12.081	14.357	18.495	23.128	22.978
Jupille	4.115	4.561	5.450	6.389	6.646	7.462	8.177	10.587	11.582
Rocourt	793	968	1.215	1.677	1.830	2.345	2.642	3.914	4.882
Wandre	3.730	4.379	5.009	5.690	6.065	6.561	6.737	6.722	6.853
	152.837	185.727	206.384	228.887	226.356	235.948	231.502	239.933	233.050

Avec la fusion, la « nouvelle » commune de Liège franchit le cap de 200.000 habitants et s'impose comme la deuxième commune de Wallonie, derrière Charleroi. Tendanciellement, sa population décline jusqu'à la fin du XX^e siècle. Mais l'érosion s'est interrompue au début du XXI^e siècle et Liège voisine désormais avec 200.000 habitants (Tableau 2).

Tableau 2. Évolution de la population à Liège depuis la fusion

1980	214.119
1990	191.748
2000	185.639
2011	196.925
2023	195.778

Au moment de la fusion, l'ancienne commune de Liège pèse donc lourd dans la balance démographique et représente 62,5% de la population de la « nouvelle » ville de Liège, loin devant Grivegnée (9,9%) et Bressoux (5,8%, Tableau 3).

Tableau 3. Proportion de la population dans la commune liégeoise fusionnée (En pourcentage)

Liège	62,5
Angleur	5,4
Bressoux	5,8
Chênée	5,2
Glain	1,3
Grivegnée	9,9
Jupille	5,0
Rocourt	2,1
Wandre	2,9

2. Vie politique et électorale à Liège au XX^e siècle

Avant la fusion des communes, il existe, comme à Charleroi, deux réalités politico-électorales dans ce qui constitue aujourd'hui la ville de Liège :

- Il y a d'abord la commune de Liège historique, sociologiquement et territorialement diversifiée.
- Ensuite, se donnent à voir les communes périphériques, où résident principalement des catégories populaires salariées.

D'un point de vue électoral et politique, cette dichotomie a une traduction. À Liège, aucun parti dominant ne s'impose. Catholiques, libéraux et socialistes y recueillent longtemps entre 20% et 40% de l'électorat. Aucune formation n'enlèvera jamais une majorité absolue en voix ou en sièges.

De 1921 à 1970, le Parti libéral (PL-LP) puis le Parti de la liberté et du progrès (PLP-PVV) se situe à un étiage qui va de 13% à 30%. Au sortir de la première guerre mondiale, les libéraux décrochent des scores très probants dans ce qui était alors un de leurs bastions. Mais le scrutin local de 1932 dévoile un affaïssement qui perdure 30 ans, abaissant la moyenne libérale à 15-20% (Tableau 4).

La naissance du PLP-PVV et le réalignement opéré au début des années 1960² permettent à la famille libérale de rebondir : en 1964, le PLP décroche 29,2% des suffrages et encore 26,8% en 1970 (Tableau 4).

² Pascal Delwit (Ed.), *Du Parti libéral au MR. 170 de libéralisme politique en Belgique*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2017.

Tableau 4. Évolution des résultats électoraux à Liège avant la fusion

	Catholiques		Socialistes		Libéraux		Communistes	
	%	Sièges	%	Sièges	%	Sièges	%	Sièges
1921	31,3	12	38,2	16	29,0	11		
1926	35,1	14	33,5	14	23,5	9	7,9	2
1932	32,4	14	30,6	13	17,4	7	9,3	2
1938	22,8	9	31,6	13	18,8	7	10,7	4
1946	36,4	15	36,1	15	13,1	4	14,4	5
1952	27,8	11	41,8	18	20,4	8	8,1	2
1958	33,5	14	41,5	17	18,5	7	5,0	1
1964	18,8	8	30,8	13	29,2	12	10,7	4
1970	22,6	11	24,4	11	26,8	13	5,6	1

Politiquement, le Parti libéral puis le PLP sont très régulièrement aux affaires dans la cité ardente et le rôle pivot³ qu'ils jouent longtemps entre les catholiques et les socialistes leur permet de conquérir la mairie à plusieurs reprises. Dans l'entre-deux-guerres, Xavier Neujean est par exemple bourgmestre de 1928 à 1940, d'abord en alliance avec l'Union catholique (UCB-KVB) puis avec le Parti ouvrier belge (POB-BWP). Après-guerre, Auguste Buisseret devient bourgmestre de 1959 à 1963 et Maurice Destenay lui succède pendant 10 ans (Tableau 10).

À rebours des observations pour Liège, les libéraux ont un ancrage beaucoup plus modeste dans les communes en périphérie de Liège. Pour exister, il n'est pas rare qu'ils forment un cartel électoral avec l'Union catholique (UCB-KVB) puis avec le Parti social chrétien (PSC-CVP). C'est notamment le cas à Angleur, Chênée, Glain et Grivegnée. Politiquement, toutefois, l'influence des libéraux dans ces communes reste, au mieux, contenue jusqu'à la fusion de 1976 (Tableau 5).

Tableau 5. Évolution des performances des libéraux à Liège et ses communes périphériques (1926, 1946, 1970)

	1926		1946		1970	
	%	Sièges	%	Sièges	%	Sièges
Liège	23,5	9	13,1	4	26,8	13
Glain	*11,3	1			*15,6	2
Rocourt		0				
Bressoux	18,0	2	12,3	1	12,2	1
Jupille-sur-Meuse	7,9	0				
Wandre						
Grivegnée	*15,0	2	6,4	0	17,6	3
Angleur	17,5	2			*12,0	3
Chênée	12,1	0			*11,9	2

* Estimation : Cartel (catholique) social-chrétien-libéral.

³ Pascal Delwit, *La vie politique en Belgique de 1830 à nos jours*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2022.

Au lendemain de la Première guerre mondiale, l'Union catholique belge est un acteur important à Liège. Les catholiques ont un étiage de plus de 30% aux scrutins municipaux de 1921, 1926 et 1932. En 1938, concurrencé par Rex, ils subissent un sévère tassement mais en 1946, ils rebondissent et conservent un ancrage très consistant jusqu'aux élections de 1958.

La mutation du Parti libéral et l'avènement du Rassemblement wallon (RW) affaiblissent de manière marquée la famille sociale chrétienne de sorte qu'aux scrutins de 1964 et 1970, le PSC recule sensiblement (Tableau 4).

Dans les communes ouvrières qui entourent Liège, l'Union catholique puis le Parti social chrétien sont le principal concurrent du Parti ouvrier belge (POB-BWP) puis du Parti socialiste belge (PSB-BSP, Tableau 6).

Les sociaux chrétiens luttent pied à pied contre l'emprise socialiste et parviennent à s'imposer occasionnellement comme à Glain où, après guerre, Michel Baré truste le maïorat. De même à Rocourt, les sociaux chrétiens conquièrent l'hôtel de ville. Paradoxalement, en dépit d'une influence électorale marquante, la famille catholique ne décrochera jamais le maïorat de Liège entre 1921 et 1976.

Tableau 6. Évolution des performances des sociaux chrétiens à Liège et ses communes périphériques (1926, 1946, 1970)

	1926		1946		1970	
	%	Sièges	%	Sièges	%	Sièges
Liège	35,1	14	36,4	15	22,6	11
Glain	* 45,2	4	38,0	4	* 39,0	5
Rocourt	**	6	37,4	3	54,6	7
Bressoux	38,1	5	26,5	4	29,1	5
Jupille-sur-Meuse	40,2	5	23,7	3	20,2	3
Wandre	37,5	4	30,0	3	20,6	2
Grivegnée	* 29,9	4	28,2	4	15,1	3
Angleur	22,5	2	31,1	4	* 24,1	4
Chênée	31,3	3	28,9	3	* 29,6	5

* Estimation : Cartel social-chrétien-libéral.

** Non disponible

La famille politique dominante dans les communes limitrophes de Liège est le Parti ouvrier belge. Après la première guerre mondiale, l'implantation socialiste dans ces localités grandit. Le POB-BWP puis le PSB-BSP décrochent des résultats impressionnants et le pilier socialiste y est un protagoniste majeur de l'animation politique, sociale et culturelle, en particulier à « Grivegnée la rouge ».

Les socialistes recueillent entre 40 et 50% des suffrages et, régulièrement, la majorité absolue des sièges. Lors du dernier scrutin local avant la fusion des communes, le Parti socialiste belge se situe entre 40 et 50% des suffrages voire au-delà dans toutes les communes concernées (Tableau 7).

Tableau 7. Évolution des performances des socialistes à Liège et ses communes périphériques (1926, 1946, 1970)

	1926		1946		1970	
	%	Sièges	%	Sièges	%	Sièges
Liège	33,5	14	36,1	15	24,4	11
Glain	43,5	4	* 35,5	4	45,4	6
Rocourt		3	46,9	5	45,4	6
Bressoux	38,9	6	38,7	7	39,1	7
Jupille-sur-Meuse	51,9	6	46,6	5	48,9	9
Wandre	62,5	7	50,2	6	54,4	9
Grivegnée	50,6	7	51,3	8	48,9	11
Angleur	59,9	9	48,9	7	43,5	8
Chênée	56,6	8	52,2	8	49,8	8

* Estimation : cartel socialiste-communiste

Bien évidemment, cette emprise électorale et sociétale se traduit politiquement. À l'exception de Glain et Rocourt, la famille socialiste a régulièrement sinon systématiquement le poste de bourgmestre (Annexe 1) avec quelques maïorats au long cours dans certaines communes, comme Henri Piedboeuf à Angleur, Maurice Delbrouille à Chênée, François Struvay à Grivegnée ou Henri Warnant à Jupille.

À Liège-même, les socialistes obtiennent dans l'entre-deux-guerres des résultats importants – entre 30 et 38% des voix – mais le POB-BWP n'a pas le caractère dominant qu'il peut faire valoir dans la 'ceinture rouge'⁴ qui entoure la ville. Après la deuxième guerre, l'étiage grandit encore dans le cadre de la polarisation philosophique longue sur la question royale et la thématique scolaire. Leur double résolution affecte les performances socialistes qui s'écroulent en 1964 et 1970 (Tableau 4).

Politiquement, le POB-BWP conquiert une première fois le maïorat de Liège en 1940 avec Joseph Bologne. Après le scrutin communal de novembre 1946, Paul Gruselin devient à son tour bourgmestre de la ville pour deux législatures. Mais le PSB-BSP perd le maïorat à la faveur des élections de 1964. Il le récupère brièvement en 1973 lorsque Charles Bailly succède au libéral Maurice Destenay.

À gauche, les socialistes rencontrent, à partir des élections locales de 1926, une nouvelle concurrence, celle du Parti communiste de Belgique (PCB-KPB). Dans la commune de Liège, les communistes glanent près de 10% et enlèvent même 4 sièges aux élections locales de 1938.

Dans les communes périphériques, le PCB-KPB ne présente, la plupart du temps, une liste que dans quelques-unes des communes concernées. Mais dans le temps, son influence s'accroît. Elle atteint un pinacle lors du scrutin municipal de novembre 1946⁵. À cette occasion, le PCB-KPB fait partie de la joute électorale dans toutes les communes et fait même un cartel avec le

⁴ Jean Beaufays, Pierre Verjans, Michel Hermans, « Les élections communales à Liège. Cartels, polarisation et les écologistes au pouvoir », *Res Publica*, 1983, 24(2)3, p. 391.

⁵ Pascal Delwit, « The Communist Party of Belgium and the municipal elections of 24 November 1946: a deceptive breakthrough », *Journal of Belgian History*, 2024, LIV (1), pp. 78-108.

PSB-BSP à Glain (Tableau 7). À Liège et dans les communes qui fusionneront avec la cité ardente, le Parti communiste décroche à cette occasion 22 conseillers communaux (Tableau 8). À la suite de ce scrutin, il accède même au Collège des bourgmestre et échevins de Liège et de Glain.

Mais ce résultat est sans réel lendemain. En 1952 et en 1958, les communistes reculent de manière marquée. Toutefois, ils enregistrent un rebond en 1964, décrochant notamment 4 sièges à Liège. Mais c'est un feu de paille. Lors du dernier scrutin avant la fusion des communes, le PCB-KPB obtient certains scores d'estime mais ne décroche que deux sièges sur l'ensemble des communes concernées : à Liège et à Wandre (Tableau 8).

Tableau 8. Évolution des performances des communistes à Liège (1926, 1946, 1970)

	1926		1946		1970	
	%	Sièges	%	Sièges	%	Sièges
Liège	7,9	2	14,4	5	5,6	1
Glain			* 26,7	3		
Rocourt		0	15,7	1		
Bressoux	5,0	0	18,1	3	5,8	0
Jupille-sur-Meuse			29,7	3	8,5	0
Wandre			19,9	2	11,2	1
Grivegnée	4,5	0	14,1	1	4,9	0
Angleur			20,0	2	9,1	0
Chênée			18,9	2	8,7	0

* Estimation : cartel socialiste-communiste

Hors ces quatre familles politiques, certains acteurs ont ponctuellement soumis des listes dans l'espace liégeois. Aux élections communales de 1938, après sa percée aux élections législatives de 1936, Rex présente six listes dans les neuf communes concernées. Le parti d'extrême droite atteint une performance certaine à Liège (15,6% et six sièges), Bressoux (15,4% et deux sièges), Jupille (12%) et Grivegnée (11,8% et un siège, Tableau 9).

Tableau 9. Résultats électoraux de Rex aux élections communales de 1938

	%	Sièges
Liège	15,6	6
Glain		
Rocourt		
Bressoux	15,4	2
Jupille-sur-Meuse	12,0	0
Wandre	8,9	0
Grivegnée	11,8	1
Angleur		
Chênée	6,7	0

Aux élections communales de 1964, le Front wallon soumet une liste à Liège mais sans succès. Six ans plus tard, le Rassemblement wallon se lance dans la compétition électorale alors même que sa figure emblématique, François Perin, est issu de la ville. Le RW atteint 11,5% et enlève

cinq sièges. Dans les autres communes, le RW ne dépose une liste qu'à Angleur où, avec 11,3% des voix, il glane un siège (Tableau 10).

Tableau 10. Résultats électoraux du Front wallon et du RW aux élections communales de 1938

	Front wallon		RW	
	%	Sièges	%	Sièges
Liège	1,3	0	11,5	5
Glain				
Rocourt				
Bressoux				
Jupille-sur-Meuse				
Wandre				
Grivegnée				
Angleur			11,3	1
Chênée				

3. Vie électorale et politique dans la commune fusionnée de Liège

Les premières élections de la commune fusionnée de Liège dévoilent la force du Parti socialiste (PS) dans la nouvelle entité mais sans que celui-ci puisse faire état d'un caractère hégémonique. Le PSB-BSP puis le PS se fixe à 37% des voix et, en 1982 en alliance avec le Rassemblement populaire wallon (RPW) et le Rassemblement wallon, il atteint 40% (Tableau 12). Par la suite, le PS se fixe à une moyenne d'environ 35%, parfois légèrement en-deçà (1994), occasionnellement au-delà (2006 et 2012). En 2018, le Parti socialiste a subi un affaïssement marqué en n'atteignant plus que 30% des suffrages.

Tout au long de la période, le PS a détenu le maïorat : Edouard Close fut bourgmestre de 1977 à 1990, Henri Schlitz de 1990 à 1994, Jean-Maurice Dehousse de 1995 à 1999 et Willy Demeyer est en poste depuis 2001 (Tableau 11).

Tableau 11. Bourgmestres de Liège de 1921 à 2024

1921-1927	Émile Digneffe (PL-LP)
1928-1932	Xavier Neujean (PL-LP)
1933-1938	Xavier Neujean (PL-LP)
1939-1940	Xavier Neujean (PL-LP)
1940	Joseph Bologne (POB-BWP)
1947-1952	Paul Gruselin (PSB-BSP)
1953-1958	Paul Gruselin (PSB-BSP)
1959-1963	Auguste Buisseret (PL-LP)
1963-1964	Maurice Destenay (PLP-PVV)
1965-1970	Maurice Destenay (PLP-PVV)
1971-1973	Maurice Destenay (PLP)
1973-1976	Charles Bailly (PSB-BSP)
1977-1982	Edouard Close (PSB-BSP)
1983-1988	Edouard Close (PS)
1988-1990	Edouard Close (PS)
1990-1994	Henri Schlitz (PS)
1995-1999	Jean-Maurice Dehousse (PS)
1999-2000	Willy Demeyer (PS)
2001-2006	Willy Demeyer (PS)
2007-2012	Willy Demeyer (PS)
2013-2018	Willy Demeyer (PS)
2019-2024	Willy Demeyer (PS)

Pendant 25 ans, les sociaux chrétiens ont obtenu un résultat voisinant 20% des suffrages. Mais en 2006, le Centre démocrate humaniste (cdH), ancêtre des Engagés, enregistre un déclin marqué qui se confirme en 2012. Lors du scrutin de 2018, les sociaux chrétiens n'ont enlevé que 7% des voix et 3 sièges, entraînant leur envoi dans l'opposition et la montée du MR au Collège.

À l'exception de l'élection communale de 1976, le PRL puis le MR enregistrent une performance relativement stable aux alentours de 20% des suffrages. En 2006 néanmoins, sous la direction de Didier Reynders, les libéraux grimpent à 26% mais ne peuvent ébranler le Parti socialiste. En 2018, malgré un nouveau tassement électoral, les libéraux conduits par Christine Defraigne ont rejoint le Collège des bourgmestre et échevins après une longue période d'opposition.

Dans le temps, quatre nouveaux venus ont – occasionnellement – transformé le paysage politique de la cité ardente.

- Le premier est Ecolo. Dès le scrutin de 1982, les verts atteignent 11,7% des voix et six sièges. Face à la liste sociale chrétienne-libérale (UPL), ils acceptent d'entrer dans le Collège et de gouverner avec les socialistes. Par la suite, sans mouvement spectaculaire, Ecolo s'est stabilisé à un niveau légèrement supérieur : entre 12 et 15% des suffrages, mais n'a plus participé à la conduite de la ville.

Tableau 11. Évolution des résultats aux élections communales de Liège de 1982 à 2018 (en pourcentage)

	1976	1982	1988	1994	2000	2006	2012	2018
Engagés	25,1	*19,1	18,4	21,8	19,5	14,4	14,0	6,8
PS	37,0	**40,8	40,1	32,6	34,8	38,0	38,0	30,7
MR	13,9	*17,4	21,7	19,7	21,3	26,1	21,2	18,0
Ecolo		11,7	11,3	11,1	15,4	12,2	12,2	14,8
PTB	0,3	0,2	0,3	0,6	0,8	1,5	6,4	16,3
PCB	5,8	4,4	3,0	1,1	1,5	1,3		
RW	14,5							
FN			0,9	5,0	3,2	4,2		
VeGa							3,6	4,5
DéFI								3,6
AGIR				6,2				1,5

* Estimation : cartel libéral-social chrétien

** Liste PS-RPW

- Plus conjoncturellement, des formations d'extrême droite ont aussi déboulé dans la cité ardente. Aux élections communales de 1994, le Front national (FN) et AGIR⁶ obtiennent respectivement 5% et 6,2% des voix et chacun deux sièges. Ces deux formations ne pourront pérenniser ce résultat mais le FN atteint encore 3,2% en 2000 et 4,2% – et un siège – en 2006.
- Dans la période contemporaine, le Parti du travail de Belgique (PTB-PVDA) a réussi une percée marquante à Liège, où réside sa figure la plus populaire, l'actuel président Raoul Hedebouw. Présent dans la compétition électorale depuis 1976⁷, le PTB n'a enlevé que des résultats insignifiants aux scrutins de 1976, 1982, 1988, 1994 et 2000. En 2006, il enlève un petit score d'estime (1,6%) puis bondit à 6,4% en 2012 et enlève deux sièges. En 2018, le Parti du travail s'est ni plus ni moins imposé comme troisième formation de la ville. Avec 16,3% il a décroché neuf sièges, s'affirmant comme le concurrent le plus sérieux pour le Parti socialiste parmi les catégories populaires salariées.
- Plus récemment, une nouvelle liste a vu le jour VeGa (Verts pour une gauche alternative). En 2012, la liste enleva un siège. En 2018, une partie de ses militants ont rejoint Ecolo pour former la liste Vert Ardent mais VeGA se représenta et consolida son siège. En 2024, VeGA a décidé de rejoindre la liste du PS.

⁶ Caroline Close, Marco Ognibene, « Les droites radicales en Belgique francophone », Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2021, p. 421-452.

⁷ En 1976 sous le nom TPO (Tout le pouvoir aux ouvriers).

Tableau 12. Évolution des résultats aux élections communales de Liège de 1982 à 2018 (en sièges)

	1976	1982	1988	1994	2000	2006	2012	2018
Engagés	14	11	10	12	10	7	7	3
PS	21	23	23	18	20	21	22	17
MR	7	10	12	10	11	14	11	10
Ecolo		6	6	5	8	6	6	8
PTB	0	0	0	0	0	0	2	9
PCB	2	1	0	0	0	0		
RW	7							
FN			0	2	0	1		
VeGa							1	1
DéFI								1
AGIR				2				0

4. Perspectives contemporaines

Depuis le dernier scrutin communal de 2018, six élections sont intervenues à Liège : les scrutins fédéral, régional et européen de 2019 et 2024 (Tableau 13).

Le dernier en date offre, bien sûr, le plus d'indications pour le scrutin communal de 2024. Mais, il importe de mentionner que les dynamiques à l'œuvre à un scrutin régional, fédéral et européen diffèrent partiellement de celles d'un scrutin local. Qui plus est, l'électorat n'est pas entièrement le même. Aux élections fédérales, le score comprend le vote des Belges de l'étranger et aux élections communales, les électeurs n'ayant pas la nationalité belge peuvent voter.

Cinq points méritent d'être brièvement soulignés :

- Rapporté à 2018, l'étiage électoral du Parti socialiste est faible : autour d'un quart de l'électorat, contre 30% aux dernières élections communale, alors qu'il s'agissait d'une mauvaise performance.
- *A contrario*, l'étiage du PTB est supérieur à ce que nous avons pu relever pour le scrutin local de 2018. Le Parti du travail recueille un cinquième de l'électorat en 2024.
- L'élection de 2024 a manifesté un net rebond des libéraux si on prend le scrutin de 2019 comme étalon. Mais l'augmentation de 2024 n'a amené les libéraux qu'à leur étiage électoral observé aux élections communales de 2018 : aux alentours de 20% (Tableau 13). A Liège, ce rattrapage doit surtout s'analyser au prisme de la quasi-disparition des listes de droite radicale : en 2019, aux élections législatives, les listes à la droite du MR avaient capté 7,4% ; en 2019, seule en lice dans ce spectre, Chez Nous a atteint 2,9%. Le différentiel de 4,5 points de pourcent est quasiment équivalent au gain du MR entre 2019 et 2024.

- En revanche, le résultat des Engagés marque une vraie rupture dans la dynamique des sociaux chrétiens. Non seulement, le parti a atteint un résultat bien au-delà de ce qu'il avait obtenu au triple scrutin de 2019 mais le score est nettement supérieur à la performance engrangée aux élections communales de 2018.
- Enfin, bien qu'ayant très sensiblement reculé par rapport aux élections de 2019, Ecolo est somme toute assez proche de sa moyenne électorale aux élections communales : 12%, bien qu'en retrait également par rapport à la performance de 2018.

Tableau 13. Résultats à Liège aux élections législatives, régionales et européennes de 2019 et 2024 (en pourcentage)

	2024			2019		
	Législatives	Régionales	Européennes	Législatives	Régionales	Européennes
MR	20,6	20,5	25,8	15,4	14,8	14,8
PS	24,7	26,4	23,2	24,8	26,3	27,2
Les Engagés	12,7	13,7	11,0	5,6	6,3	5,5
PTB	20,4	19,4	21,9	19,1	20,2	19,2
DéFI	2,5	2,6	2,5	3,8	4,2	4,6
Ecolo	11,7	11,4	14,8	20,7	19,0	24,0
Chez Nous	2,9	3,7				
Anticapitalistes			2,5			
PP				2,8	3,2	4,7
Listes Destexhe				1,6	1,8	
La Droite				0,5	1,5	
Nation				0,4	0,7	
Les Belges d'abord				1,6		
Vlaams Belang				0,5		
Dier Animal				1,6	1,8	
Wallonie insoumise				0,6	0,9	

Annexe 1. Bourgmestres dans les communes qui fusionneront avec Liège

Angleur		Bressoux		Chênée	
1921-26	Henri Piedboeuf (POB)	1921-24	Henri Boving (POB-BWP)	1921-26	Joseph Chèvremont (POB-BWP)
		1925-26	Albert Gusbin (POB-BWP)	1927-32	Joseph Chèvremont (POB-BWP)
1926-32	Henri Piedboeuf (POB)	1926-32	Jules Orval (UCB-KVB)	1932	Hubert Pissart (POB-BWP)
1933-38	Henri Piedboeuf (POB)	1933	Jules Orval (UCB-KVB)	1933-38	Hubert Pissart (POB-BWP)
		1933-38	Jules Dengis (POB-BWP)		
1939-40	René Jadot (POB)	1939-40	Jules Dengis (POB-BWP)	1939-40	Hubert Pissart (POB-BWP)
1947-52	Jacques-Joseph Nyssen (PSB)	1947-52	François Bassleer (PSB-BSP)	1947-52	Maurice Delbrouille (PSB-BSP)
1953-58	Jacques-Joseph Nyssen (PSB)		ND	1953-58	Maurice Delbrouille (PSB-BSP)
1959-64	Jacques-Joseph Nyssen (PSB)			1959-64	Maurice Delbrouille (PSB-BSP)
1965-70	Charles Davin (PS)			1965-70	Maurice Delbrouille (PSB-BSP)
1971-76	Charles Davin (PS)			1971-76	Charles Goossens (PSB-BSP)

Grivegnée		Jupille		Wandre	
1921-26	Gustave Chevrèmont (POB-BWP)	1921-26	Jean Prévers (POB-BWP)	1921-26	Michel Houge (POB-BWP)
				1926-29	Michel Houge (POB-BWP)
1926-32	Gustave Chevrèmont (POB-BWP)	1926-31	Jean Prévers (POB-BWP)	1929-32	Jacques Marchand (POB-BWP)
		1931-32	Henri Warnant (POB-BWP)		
1933-38	Sylvain Malaise (POB-BWP)	1933-38	Henri Warnant (POB-BWP)	1933-38	Dieudonné Demeuse (POB-BWP)
1939-40	Sylvain Malaise (POB-BWP)	1939-40	Henri Warnant (POB-BWP)	1939-40	Dieudonné Demeuse (POB-BWP)
1947-52	René Demoitelle (PSB-BSP)	1947-52	Henri Warnant (PSB-BWP)	1947-50	Nicolas Lahaye (PSB-BSP)
1953-55	René Demoitelle (PSB-BSP)	1952-53	Henri Warnant (PSB-BWP)		
1956-58	François Struvay (PSB-BSP)	1953-58	Joseph Mangon (PSB-BSP)		
1959-64	François Struvay (PSB-BSP)	1959-64	Joseph Mangon (PSB-BSP)		
1965-70	François Struvay (PSB-BSP)	1965-70	Alfred Putzeys (PSB-BSP)		
1971-76	François Struvay (PSB-BSP)	1971-76	Alfred Putzeys (PSB-BSP)		